

Politiques publiques et conséquences agraires

Politique de crédit du programme d'appui à l'agriculture familiale (Pronaf) : résultats et limites de l'expérience brésilienne dans les années 1990

Ricardo Abramovay¹
Marie-Gabrielle Piketty²

¹ Département d'économie et programme
environnement,
Université de São Paulo (USP),
Avenida Luciano Gualberto, 908,
São Paulo-SP,
05 508-900,
Brésil
<abramov@usp.br>
<www.econ.fea.usp.br/abramovay>

² Centre de coopération internationale en
recherche agronomique pour le
développement (Cirad-mis)/Université de São
Paulo, département d'économie (USP-FEA),
Avenida Luciano Gualberto 608,
São Paulo-SP, 05 508-900,
Brésil
<piketty@cirad.fr>

Résumé

Créé en 1994, le programme d'appui à l'agriculture familiale (Pronaf) est un exemple de politique publique destinée à promouvoir les capacités productives des agriculteurs familiaux. Il est composé de trois grands types d'intervention : l'amélioration des infrastructures rurales ; l'appui au crédit pour l'agriculture familiale ; et la formation des agriculteurs. Cet article tente de dresser un bilan de la politique de crédit du Pronaf. Cette politique a permis que des centaines de milliers de familles puissent avoir accès au crédit bancaire pour la première fois. Cependant, l'élargissement de la base sociale du programme vers les plus pauvres tend à relâcher les critères bancaires d'attribution des prêts et à rendre les agriculteurs dépendants de l'intervention de l'État.

Mots clés : économie et développement rural ; systèmes agraires.

Abstract

Credit policy to reinforce family farms: Brazil's experience in the 1990s

The Brazilian national program to support family farms (PRONAF) was implemented in 1994 to promote the productive capacity of the rural poor by providing credit to this population with no previous access to formal bank credit. This policy was aimed at reducing inequity and poverty in Brazilian society. It was a huge innovation since agriculture had traditionally been based on large landholdings. The first beneficiaries were small family farmers whose activity was based mainly on family labour, with a maximum annual income of 27 500 reals, at least 80% of which came from the property. The State commercial banks were responsible for the financial intermediation. Basically, the program relied on interest rate subsidies, which were necessary in the Brazilian macroeconomic context (Real Plan). Although the number of beneficiaries was significant, until 1998 the program favoured smallholders of southern Brazil, who had higher incomes and better market integration, because banks' risk aversion still kept them from lending to the poorest. Demands and protests by several groups led to the program's extension to populations with lower annual incomes, through larger interest rate subsidies. Despite the increasing number of contracts, the program has several drawbacks. Amongst them is its hugely increased cost, particularly through bank fees, including high administrative and bank spread costs, both paid by the government. Another is that for the poorest family farmers, the policy is finally the equivalent of a direct subsidy and has not succeeded in guaranteeing a long-term link with formal banks.

Key words: economy and rural development; farming systems.

Tirés à part : R. Abramovay

Le Pronaf comme réponse au dilemme équité/efficacité

Dès les premières pages d'un des manuels contemporains d'introduction à l'économie [1], l'étudiant apprend que les sociétés font face à des *trade-offs*¹, dont un des plus importants est celui qui oppose l'efficacité et l'équité : « Quand le gouvernement redistribue des revenus des riches aux pauvres », dit l'auteur, « il réduit la récompense des fruits du travail ; par conséquent, les personnes travaillent moins et produisent moins de biens et de services. »

Dans les années 1990, de nombreux travaux ont cherché à contribuer à ce postulat. Il est intéressant à ce titre de lire le rapport récent de la Banque mondiale sur l'Amérique latine [2]. Il montre que la capacité de la croissance à réduire la pauvreté est d'autant plus faible que l'inégalité est importante. Le problème des inégalités n'est plus seulement une question d'éthique et de morale, il devient un facteur limitant pour la croissance économique. Dans des sociétés très inégalitaires, d'une part, les pauvres ne parviennent pas à valoriser leurs actifs productifs sur les marchés, que ce soit par la vente du produit de leur travail ou l'obtention de crédits nécessaires pour leur activité et, d'autre part, les riches n'investissent pas suffisamment dans des actifs de long terme comme l'éducation, susceptibles de modifier la création de revenus pour les plus pauvres. La scission entre efficacité et équité est un des résultats historiques de la formation des sociétés très inégalitaires. Renverser cette situation est un défi majeur des politiques actuelles de développement.

Parallèlement, les tentatives de mise en oeuvre de politiques distributives rencontraient des difficultés. Dans les grands pays d'Amérique latine, outre l'universalisation de l'éducation de base, des systèmes de transferts de revenus ont été mis en place. Or les impacts de ces politiques sur la réduction de la pauvreté sont restés

faibles et quasi nuls pour ce qui est de la distribution des revenus².

Dans ce contexte, le Pronaf³ est une expérience innovante dans la recherche de réduction des inégalités. Le fondement de cette politique est que la redistribution d'un actif, le crédit, est un des moteurs de la croissance économique. Bien sûr, avant la création du Pronaf, les agriculteurs se servaient de systèmes informels de crédit auprès des fournisseurs d'intrants, des usuriers locaux, comme c'est le cas dans la plupart des pays en développement [3, 4]. La particularité du cas brésilien réside dans la formalisation du système par l'intermédiaire d'une banque commerciale d'État, la Banque du Brésil, laquelle a une remarquable capillarité, appartient à l'État mais est régie selon les règles bancaires des banques commerciales.

L'analyse du fonctionnement et des résultats du Pronaf montre cependant que la réunion de l'efficacité et de l'équité dépend cruciallement des mécanismes incitatifs et des institutions qui se mettent en place au cours de la mise en oeuvre d'un programme public. Elle montre en outre comment une politique destinée à promouvoir la croissance sur la base de la redistribution d'un actif est en permanence menacée par la distance qui existe entre la rationalité économique et les besoins sociaux.

Cette étude repose sur la synthèse d'enquêtes de terrains réalisées auprès d'agriculteurs familiaux dans le Sud et le Nord-Est brésilien, destinées à analyser l'impact du crédit sur leurs activités [5, 6], à faire le suivi régulier, depuis sa création, de l'évolution du Pronaf auprès des diverses institutions impliquées ainsi que l'analyse des données agrégées sur la distribution des crédits de ce programme.

Les vertus de l'agriculture familiale, reconnues officiellement

Il y a encore une dizaine d'années, le terme « agriculture familiale » était très

peu usité dans le vocabulaire scientifique et politique brésilien. Les termes utilisés à l'époque - production de faible revenu, de subsistance, agriculture non commerciale - montrent qu'elle était considérée comme importante socialement mais négligeable économiquement et destinée à disparaître. Deux facteurs, l'un scientifique, l'autre politique, ont contribué à faire tomber cette image caricaturale.

Sur le plan scientifique, plusieurs travaux ont montré que l'agriculture d'un grand nombre de pays développés n'était pas nécessairement fondée sur d'immenses propriétés utilisant du travail salarié, comme on en rencontre souvent au Brésil. Au contraire, les unités de production familiales sont une des bases de la croissance agricole comme c'est le cas en Europe occidentale, au Japon, aux États-Unis et au Canada⁴. En outre au Brésil, plusieurs études commençaient à démontrer la capacité de l'agriculture familiale à incorporer les innovations techniques, à s'intégrer à la dynamique des marchés, etc., contredisant l'image caricaturale d'alors du petit paysan incapable de prendre des risques [11].

Sur le plan politique, un nouvel acteur surgit dans les années 1980 au centre des mouvements sociaux agricoles. Auparavant, ceux-ci étaient principalement liés aux besoins des salariés agricoles et de ceux qui luttait pour la terre⁵. La première moitié de la décennie 1990 fut une période de maturation de nouvelles revendications venant d'agriculteurs vivant surtout dans le sud du Brésil et intégrés à des marchés compétitifs. L'importance de cette agriculture familiale dans l'offre agricole est cruciale - ce sont eux qui assurent la production de volaille, de tabac, de porcs - et même dans l'offre de produits de grande culture, comme le soja, leur poids n'est pas négligeable⁶.

Dans ce contexte, l'un des principes du Pronaf est de s'intéresser non seulement aux besoins sociaux mais aussi à la viabilité économique des unités de production

⁴ De ce point de vue, la contribution française a été déterminante [7, 8]. Voir aussi [9, 10].

⁵ On se souviendra à ce titre des grèves des travailleurs dans les plantations de sucre en 1979 en pleine dictature et de la formation de la Commission pastorale de la terre au milieu des années 1970 pour lutter en faveur de la réforme agraire.

⁶ Au niveau national, en 1995-1996, l'agriculture familiale représentait 85 % du nombre d'exploitations, 38 % de la valeur de la production agricole et 75 % de l'emploi agricole.

¹ Trade-off : dilemme.

² Les derniers rapports économiques de la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe) sont éloquentes en ce sens.

³ Programa nacional de fortalecimento da agricultura familiar.

agricole dont la taille ne dépasse pas la force de travail d'une famille. Dans un pays de tradition latifundiaire et esclavagiste, formé par une dissociation radicale entre le travail et la propriété, le travail et la connaissance, une telle affirmation n'est pas triviale. L'importance des grandes propriétés au Brésil faisait que tout l'appareil institutionnel encadrant les politiques agricoles était orienté spécifiquement pour valoriser leurs acquis et, sporadiquement, pour mettre en place quelques politiques compensatoires en faveur des populations rurales pauvres. La grande innovation du Pronaf était de fournir explicitement un moyen d'augmentation de revenus aux agriculteurs familiaux par l'accès au crédit bancaire. Cette agriculture n'avait historiquement que peu accès au crédit bancaire du fait de son incapacité à fournir des garanties. Dans ce contexte, la politique de crédit du Pronaf fut un effort immense pour tenter de réduire la distance entre rationalité économique et besoin social.

L'existence au Brésil de banques commerciales d'État, dont la principale est la Banque du Brésil⁷, a permis d'ouvrir une intermédiation financière pour ce programme pour lequel les banques privées n'avaient que peu d'intérêt.

Comment toucher le bon public ?

Afin que la politique de crédit du Pronaf touche l'agriculture familiale, et ne soit pas détournée pour d'autres types d'acteurs, il fut nécessaire de mettre en place une structure organisationnelle inédite, qui venait juste après un démantèlement complet des mécanismes antérieurs de la politique agricole, sous le gouvernement Collor. Dans le contexte de l'époque, la stabilisation de la monnaie *via* le *Plan Real* en 1994, s'est appuyée sur des importations massives et sur une ouverture économique dont le financement nécessitait des capitaux internationaux.

⁷ Les autres étant : la *Caixa Econômica Federal* (une banque tournée vers des population à bas revenus mais virtuellement absente de l'agriculture), les deux banques régionales (celle du Nord-Est, *Banco do Nordeste do Brasil* et celle d'Amazonie, *Banco da Amazônia*) et la grande banque nationale d'investissement, *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social*.

Ces capitaux étaient rémunérés à des taux particulièrement élevés, ce qui – avec l'accroissement des dépenses de l'État – contribuait à l'augmentation de la dette publique. Cette dette poussait vers une augmentation record des taux d'intérêt, ce qui rendait infaisable une politique de crédit agricole sans un minimum de subventions. Pour l'agriculture patronale, le gouvernement brésilien mit en place une certaine bonification des taux d'intérêt, et surtout les dettes bancaires énormes des agriculteurs furent renégociées. Pour l'agriculture familiale, la politique devait nécessairement contenir un niveau plus important de bonification des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt pratiqués par les banques dans le financement aux entreprises s'élevaient à 4 % par mois, l'agriculture patronale recevait des crédits à moins de 10 % par an et l'agriculture familiale à moins de 4 % par an.

Dans ce contexte, il était beaucoup plus avantageux pour les banques d'orienter les ressources du Pronaf vers les agriculteurs capables de leur fournir des garanties et des réciprocités. Pire, le risque était dans l'appropriation des bénéfices de la politique par des couches sociales qui n'en avaient pas besoin : le médecin, l'avocat, l'ingénieur de province qui avait une exploitation devait être clairement séparé de l'agriculteur familial. Il était donc nécessaire de définir légalement le public du Pronaf.

L'agriculteur familial fut ainsi défini comme celui dont l'activité s'appuyait sur la main-d'œuvre familiale (au maximum deux employés permanents), dont la source de revenu atteignait au moins 80 % de sa propriété et dont le revenu brut annuel ne dépassait pas 27 500 reais⁸. Pour bénéficier du programme, il devait fournir un certificat d'aptitude, produit par le syndicat local ou les agences de vulgarisation agricole, attestant de ses conditions d'éligibilité. Cette procédure, à première vue assez bureaucratique, a plutôt bien fonctionné du fait du réseau dense de syndicats ruraux et d'agences de vulgarisation agricole. Toutes les évaluations qui furent faites des deux premières années de fonctionnement du Pronaf montrent que le programme de crédit a réussi à toucher en majeure partie le bon public et que les détournements sont restés marginaux [5, 12, 13].

⁸ 1,0 real = 0,28 euro, au taux de change moyen 2004.

Cependant, tous les agriculteurs familiaux n'ont pas réussi à bénéficier du programme. Ainsi, en 1996, les crédits de campagne du Pronaf touchèrent 10 % à peine de l'ensemble des agriculteurs familiaux (*tableau 1*). L'année suivante, le programme se renforçait et, d'année en année, le nombre de familles bénéficiaires a augmenté de manière continue.

Par ailleurs, on observe une triple concentration dans la distribution de ces crédits. En premier lieu, la majeure partie des bénéficiaires sont les agriculteurs familiaux dont les revenus sont les plus élevés, qui probablement avaient déjà un certain nombre de relations avec les banques. Ensuite, les banques ont eu tendance à privilégier les agriculteurs déjà intégrés à des marchés dynamiques et stables, donc ceux qui étaient intégrés à des agroindustries. Dans l'État de Santa Catarina par exemple, en 1997, 55 % des crédits ont été alloués pour la culture du tabac. Enfin, et découlant en partie du point précédent, la majeure partie des crédits a été allouée aux trois États du Sud (Santa Catarina, Rio Grande Do Sul et Parana) où les agriculteurs sont plus intégrés aux marchés et mieux organisés [5].

L'extension du programme vers les populations rurales les plus pauvres

En 1998, la visite du Pape Jean-Paul II fut marquée par une grève de la faim des agriculteurs familiaux dans le sud du Brésil, qui revendiquaient un accès aux crédits du Pronaf. Une nouvelle ligne de crédit fut alors créée, destinée aux agriculteurs dont le revenu était au niveau du seuil de pauvreté et correspondait à un tiers du montant défini auparavant pour le Pronaf en général. Les agriculteurs les plus pauvres recevaient non seulement une bonification plus importante de leurs taux d'intérêt, mais ne remboursaient que 80 % du montant emprunté.

Cette mesure a permis qu'un plus grand nombre d'agriculteurs, notamment les agriculteurs ayant des revenus plus faibles, bénéficie du programme (*tableau 2*). Dans ce mouvement, la création d'organisations locales permettant d'améliorer les garanties bancaires, à travers la création de fonds de garantie, fut décisive.

Tableau 1. Répartition des crédits du Pronaf par région 1996–1997 (d'après [11]).

Table 1. *Pronaf regional credit distribution 1996–1997 (from 11).*

	1996				1997			
	Nombre		Valeur (R\$ 1 000)		Nombre		Valeur (R\$ 1 000)	
	CC	Inv	CC	Inv	CC	Inv	CC	Inv
Sud	259 134	NA	420 252	NA	267 905	64 402	593 693	455 145
Sud-Est	16 364	NA	67 342	NA	46 616	14 457	169 372	134 929
Minas	10 453	NA	31 394	NA	32 531	13 047	118 478	107 237
Nordeste	44 636	NA	84 444	NA	61 332	13 676	83 787	70 164
Centre-Ouest	3 922	NA	11 252	NA	7 861	8 247	29 266	84 842
Nord	3 872	NA	65 974	NA	4 024	912	11 738	7 729
Brésil	332 826	NA	649 796	NA	387 728	101 694	887 912	736 965

1,0 R\$ (real brésilien) : 0,28 euro (au taux de change moyen 2004) ; CC : crédit de campagne ; Inv : crédit pour investissement ; NA : non applicable.
NB : les deux modalités de crédits ne peuvent être additionnées car les mêmes familles peuvent avoir bénéficié des deux.

Tableau 2. Crédits du Pronaf 1999–2003.

Table 2. *Pronaf credits 1999–2003.*

	Crédits de campagne		Crédit d'investissement	
	Nombre	Valeur (R\$ 1 000)	Nombre	Valeur (R\$ 1 000)
1999	672 426	1 246 159	131 610	586 223
2000	757 536	1 392 128	212 191	796 506
2001	723 754	1 444 733	186 712	708 617
2002	677 730	1 419 748	275 517	985 102
2003	860 730	2 364 895	277 382	1 442 003

Source : http://www.pronaf.gov.br/plano_safra/2004_05/credito.htm.

1,0 R\$ (real brésilien) : 0,28 euro (au taux de change moyen 2004).

NB : à partir de 2000, les crédits des agriculteurs vivant dans des *assentamentos* (périmètres agraires, établissements humains) de réforme agraire font partie du Pronaf.

Cependant, les agriculteurs des États les plus pauvres du Brésil restaient encore exclus. De nouveau, une nouvelle ligne fut créée pour les groupes dont le revenu brut annuel était encore plus faible. Il s'agissait là, à l'époque, de populations vivant souvent en dessous du seuil de pauvreté et pour lesquelles les gains de l'exploitation agricole ne représentaient qu'une part mineure des revenus de la famille.

Pour accroître ainsi la base sociale du programme, des ressources supplémentaires étaient nécessaires. Pour les groupes d'agriculteurs dont les revenus se situaient entre 8 000 reais et 27 500 reais, le financement du programme venait du Fond d'aide à l'emploi, dont les ressources proviennent d'un impôt sur toutes les entreprises formelles agricoles et non agricoles. Ces ressources étaient transférées directement aux banques et parallèlement le gouvernement définissait les niveaux des deux subventions du programme : le niveau de bonification des taux d'intérêt et la rémunération du ser-

vice bancaire (*spread* et taxes administratives), du fait que les banques acceptaient de travailler avec un public différent de leur clientèle habituelle. Il est clair que le coût de cette politique a été considérable, et ce d'autant plus que s'élargissait la base sociale du programme.

Par exemple, pour prêter 1 000 reais en 2001 à un agriculteur dont le revenu était inférieur 8 000 reais, le Trésor brésilien devait payer une subvention totale de 406,8 reais, dont 207,57 reais (45 %) pour la rémunération du service et du risque bancaire. Pour les agriculteurs de revenu encore plus élevé, le gain pour les banques était encore plus intéressant : sur 1 000 reais prêtés, le Trésor dépensait au total 266,08 reais, dont 207,57 (78 %) pour couvrir le risque et les frais bancaires. En 1999-2000, quasiment les deux tiers des 247 millions de reais destinés au Pronaf ont servi à payer le coût d'opération de cette politique, soit la banque du Brésil. Les dépenses augmentèrent encore lorsque le programme chercha à atteindre les agriculteurs les plus pauvres. En réalité,

pour ceux-ci, l'opération cessait d'être un emprunt bancaire à proprement parler et se confondait quasiment avec un transfert direct de revenus. Les ressources que les banques repassaient à une liste de bénéficiaires choisis par les conseils locaux⁹ venaient directement du Trésor. Dans cette opération, l'agriculteur ne payait pas d'intérêt et sur un emprunt de 500 reais ne devait rembourser que 300 reais.

Conclusion

Il est certain que la politique de crédit du Pronaf a permis d'améliorer les capacités de génération de revenus de populations moins favorisées au Brésil. En 1999, 56 %

⁹ Il ne semble pas y avoir eu de biais clientéliste significatif de la part des syndicats, les associations et les conseils locaux. Cependant, il n'existe pas vraiment d'études sur cet aspect et le sujet mériterait d'être approfondi.

des bénéficiaires du Pronaf n'avaient jamais eu accès au crédit bancaire [14].

Cependant, le format actuel d'appui à l'agriculture familiale à travers le crédit souffre de plusieurs limites.

Il est impossible dans le contexte actuel du Brésil de financer les activités agricoles sans une certaine bonification des taux d'intérêt. Pourtant, une bonification différenciée en fonction du public n'est pas nécessairement la meilleure manière de transférer des revenus. Dans le cas extrême où le montant dû est inférieur au montant emprunté, il est impossible de savoir si l'emprunt a été contracté à des fins productives ou pour le simple intérêt d'obtenir un emprunt à des conditions si favorables.

La couverture du risque bancaire par le Trésor ne stimule pas la création de liens durables entre les agriculteurs et les banques. Au contraire, en dessous d'un certain seuil, les prêts ne sont attribués que sur la base de garanties offertes par le Trésor public, ce qui élève les coûts budgétaires du programme et compromet son objectif central. Le fait d'obtenir un prêt bancaire à travers le Pronaf n'est pas synonyme de la fin de l'exclusion bancaire, un des faits marquants de la pauvreté brésilienne. Le défi actuel auquel est confronté le gouvernement brésilien est de trouver un mécanisme incitatif qui entraîne les banques à prêter aux plus pauvres sans transformer le crédit en subvention directe.

Les coûts d'intermédiation bancaire traduisent non seulement la distance sociale entre les agriculteurs et le système financier mais aussi la situation macroéconomique générale du pays. En réalité, les grands bénéficiaires de l'opération sont aujourd'hui les banques commerciales d'État. Les coopératives de crédit liées aux organisations d'agriculteurs familiaux (comme le système Cresol de crédit solidaire), qui font les prêts et ne reçoivent qu'une parcelle réduite de la rémunération perçue par la Banque du Brésil, prouvent que l'intermédiation est excessive et qu'il existe des alternatives. Les coopératives ont des coûts nettement inférieurs à ceux de la banque, du fait de leur proximité avec les agriculteurs et, donc, leur capacité à réduire l'asymétrie d'information. Le gouvernement lui-même stimule leur participation, mais elle est rendue difficile par la législation brésilienne qui n'autorise que les banques d'État à recevoir les fonds publics pour le crédit. ■

Références

1. Mankiw NE. *Introdução à Economia. Princípios de Micro e Macroeconomia*. São Paulo : Campus Universitária, 2001 ; 805 p.
2. De Ferranti D, et al. *Inequality in Latin America and the Caribbean : Breaking with History?*. Washington (DC) : World Bank, 2003 ; 467 p.
3. Adams DW, Fitchett D, eds. *Finance informelle dans les pays en voie de développement*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1994 ; 394 p.
4. Abramovay R, ed. *Laços Financeiros na luta contra a pobreza*. São Paulo : Fundação de amparo a pesquisa do Estado de São Paulo (FAPESP) ; Anablume, 2004.
5. Abramovay R, Veiga JE. *Novas Instituições para o Desenvolvimento Rural : o caso do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (PRONAF)*. Texto para Discussão 641. Brasília : Instituto de pesquisa econômica aplicada (IPEA), 1999 ; 41 p.
6. Abramovay R. *Diversificação das economias rurais no Nordeste*. Brasília : Ministério do Desenvolvimento agrário, núcleo de estudos agrários e desenvolvimento rural (MDA-NEAD), 2002 ; 45 p.
7. Servolin C. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. In : Gervais M, Servolin C, Tavernier Y, eds. *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*. Paris : Armand Colin, 1972 ; 653 p.
8. Gervais M, Jollivet M, Tavernier Y. *Histoire de la France rurale. Tome IV : la fin de la France paysanne*. Paris : Éditions du Seuil, 1976 ; 676 p.
9. Veiga JE. *O desenvolvimento agrícola – Uma visão histórica*. São Paulo : Hucitec/Edusp, 1991 ; 219 p.
10. Abramovay R. *Paradigmas do capitalismo agrário em questão*. São Paulo : Hucitec ; Edunicamp ; Anpocs, 1992 ; 1998 ; 275 p.
11. Iudcovsky BS, Pompermayer MJ, Coradini OL. *Camponeses e Agroindústria-Transformação Social e Representação Política na Avicultura Brasileira*. Rio de Janeiro : Zahar, 1982.
12. Andrade da Silva ER. *Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar : Uma Avaliação das Ações Realizadas no Período 1995/1998*. Brasília : Instituto de pesquisa econômica aplicada (IPEA), 1999 ; 46 p.
13. Belik W. *PRONAF : Avaliação da operacionalização do programa*. Campinas : Universidade Estadual de Campinas, NEA, 1999 ; (document multigraphié).
14. Ministério do Trabalho. *Avaliação do PROGER, PROGER rural e PRONAF realizada pelo IBASE. Relatório final dos Estados*. Brasília : Ministério do Trabalho, sd (cédérom).